

BRIEFING PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA

Le 12 janvier 2022

Texte

- **Guy Karema**, Chargé de Communication MINUSCA
- **Major Zouhair El Kandoussi**, porte-parole intérimaire de la Force
- **Commissaire Serge Ntolo Minko**, porte-parole de la Police

ELEMENTS DE LANGAGE DE LA MINUSCA

Mission de travail à Boyo de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Coordinatrice résidente et humanitaire, Denise Brown

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Coordinatrice résidente et humanitaire, Denise Brown, a effectué, le jeudi 06 janvier, une mission de travail d'un jour, avec la communauté humanitaire, à Boyo dans la Préfecture de la Ouaka.

De retour de cette mission, Madame Denise Brown a affirmé à la presse que l'objectif de ce déplacement était de rencontrer les autorités administratives, religieuses et toutes les couches sociales afin d'échanger avec elles pour mieux connaître les besoins humanitaire et voir comment y faire face.

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Coordinatrice résidente et humanitaire a indiqué qu'il y a différents éléments armés qui sont entrés dans Boyo, et sur place, il y a des allégations d'assassinat. Des maisons ont été détruites, des matériels aratoires et des stocks des semences volés. Madame Denise Brown affirme avoir constaté aussi que l'école n'est pas fonctionnelle depuis deux ans à cause de l'insécurité, et le centre de santé fait face à un sérieux problème de médicament. « La sécurité n'est pas encore totale dans ces localités, donc il y a sérieusement du travail à faire », indique-t'elle, avant d'ajouter que « le message de la population est

que l'on reste à ses côtés. La MINUSCA a déployé le contingent népalais qui a fait un excellent travail en gérant une situation de conflit extrêmement compliquée tout en protégeant la population », dit-elle.

Madame Denise Brown insiste que « les civils ne font pas partie du conflit. S'attaquer à eux à cause de leur appartenance à une communauté est contraire au principe du Droit International Humanitaire. Il est alors important de respecter les civils et les laisser en dehors du conflit ».

Situation des droits de l'homme

Du 04 au 10 janvier 2022, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a documenté 7 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 15 victimes (11 hommes, trois femmes et une fille). S'y ajoutent également 10 incidents allégués, représentant 14 violations des droits de l'homme et du droit humanitaire qui auraient affecté 21 victimes.

Cette période encore, la Nana-Mambéré est la préfecture qui a enregistré le plus de victimes : un incident, recoupant deux violations, y a fait 8 victimes.

La totalité des incidents, violations et victimes documentés cette semaine sont attribuables aux acteurs étatiques, à l'exception des 8 victimes dans la Nana-Mambéré – qui ont perdu la vie ou été blessées par des balles perdues lors d'affrontements entre acteurs étatiques et les groupes armés.

Par ailleurs, le 5 janvier, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a organisé une activité de formation et de sensibilisation au profit de 11 stagiaires de l'administration pénitentiaire à Paoua, dans l'Ouham-Pendé.

Ces derniers ont été formés aux différents standards internationaux en matière de droits de l'homme et détention et le rôle crucial que le personnel pénitentiaire joue dans la garantie des droits des détenus.

La Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a également souligné les sanctions disciplinaires et pénales qu'encourent les représentants des

autorités, dont les membres de l'administration pénitentiaires, en cas de mauvais traitements et violations des droits des détenus.

Le 6 janvier, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a procédé à un renforcement de capacités des leaders locaux et religieux et des membres du Forum local des droits de l'homme à Bambari sur les techniques de documentation des violations des droits de l'homme.

Les 28 participants, dont quatre femmes, ont ainsi pu bénéficier d'une formation qui leur permettra de promouvoir les droits de l'homme au niveau local et d'alerter les autorités compétentes en cas d'abus et violations des droits de l'homme dans leurs communautés respectives.

Enfin, le 10 janvier, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a apporté son soutien aux membres de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales en mission à Bangassou. Ils ont ainsi été accompagnés dans leur rencontre avec les autorités locales, dont le maire de Bangassou, le sous-préfet, le Procureur de la République, la gendarmerie et le commissariat de police. La Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales prévoit d'organiser un atelier de sensibilisation sur l'éducation aux droits de l'homme, auquel la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a été invitée à participer sur la thématique de l'« éducation à la citoyenneté, laïcité et la cohésion sociale ».

Affaires civiles

Protection des civils

Le 5 janvier, la section des affaires civiles à Berberati a organisé une campagne de sensibilisation sur les mesures de prévention de la Covid-19 dans le quartier Lodge 2 de la ville de Berberati, en présence de 5 leaders communautaires. Le chef de quartier a fait part de ses inquiétudes quant au manque de points d'eau dans le quartier et de kits de lavage des mains, et du fait que le millier d'habitants du quartier, ne croient pas à l'existence de la Covid-19. La sensibilisation va se poursuivre pour atteindre les leaders

religieux, les jeunes et les femmes afin de lutter contre la désinformation et de promouvoir le respect des mesures de prévention.

Restauration de l'autorité de l'Etat

- Le 7 janvier, la section des affaires civiles à Bria a accompagné le Maire de Daho-Mboutou et les conseillers municipaux dans l'organisation d'une formation sur l'état de fonctionnement des services communaux.

Au total, 24 personnes, dont 8 femmes, ont été formées aux outils de gestion communale, et ont réalisé un exercice d'évaluation du fonctionnement de la commune, et de cartographie des sources de revenus.

A noter que, depuis sa création en 2015, la commune de Daho-Mboutou n'a jamais été opérationnelle, et n'a jamais produit de budget prévisionnel et de rapport d'activités, ni de reçu d'allocations budgétaires de l'Etat.

Un exercice similaire a été mené le 6 janvier avec la mairie de Bria réunissant 30 conseillers municipaux et chefs de services préfectoraux, dont 8 femmes. L'objectif spécifique de cette session était de mesurer les progrès réalisés au niveau opérationnel depuis que les groupes armés ont quitté la ville de Bria en mars 2021.

Les participants ont décidé de mettre en place un comité pour améliorer la gouvernance fiscale au sein de la mairie de Bria.

- Du 06 au 07 janvier, la MINUSCA a renforcé les capacités des chefs de quartiers et de villages d'Obo, avec un accent particulier sur la loi portant sur la décentralisation.

Les chefs de villages et de quartiers ont souligné l'absence d'autorités judiciaires les conduisant à juger des affaires pénales en dehors de leurs attributions.

Dialogue et réconciliation communautaire

- Le 6 janvier, la section des affaires civiles à Bouar a organisé à Cantonnier une séance de sensibilisation et d'échanges sur « L'utilisation des identités ethniques et religieuses par les groupes armés et les dirigeants politiques pour manipuler les communautés ». Cet événement a réuni 34 personnes (6 femmes) dont des autorités locales et des jeunes.

Projets à impact rapide

- Le 6 janvier, la section des affaires civiles de Kaga-Bandoro et le contingent burundais de la MINUSCA ont assisté à la cérémonie officielle de lancement des travaux de réhabilitation de la sous-préfecture de Ndjoukou. Le Maire a souligné que la réhabilitation du bâtiment de la sous-préfecture permettra le déploiement des fonctionnaires qui refusent de prendre leurs fonctions faute de locaux et de conditions de travail adéquats.
- Le 6 janvier, l'ouvrage du projet à impact rapide portant sur la « mise à disposition des forages pour lutter contre la Covid-19 » a été officiellement remis aux bénéficiaires à Bouar et Baboua. Ces ouvrages découlent d'une initiative de la section des affaires civiles à Bouar pour remédier au manque d'eau potable dans certains quartiers et promouvoir des pratiques régulières de lavage des mains pendant la pandémie.

Bria

Du 06 au 10 janvier 2022, le Bureau électoral régional a sensibilisé soixante-dix (70) personnes, dont vingt-quatre (24) femmes sur le mandat électoral de la MINUSCA, l'actualisation de la cartographie électorale, la révision du fichier électoral, l'enregistrement des candidatures, les élections locales, des indicateurs de paix à monitorer pendant les différentes phases du processus électoral et la protection de l'enfant en période électorale. Cette sensibilisation a eu lieu à travers quatre ateliers, dont trois organisés par la Section des Affaires civiles à l'intention des membres du Comité Local de Paix et de Réconciliation (CLPR), du Conseil municipal, de la société civile, des Directeurs et Chefs de services régionaux des communes de Bria et Daba-Nyudou ainsi qu'une autre organisée par la section de la Protection de l'Enfant, dans le cadre de sa campagne AGIR pour protéger les enfants en période de conflits. Ce dernier atelier était en faveur des membres du Comité de Paix et la plateforme religieuse de Bria.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire centrafricain demeure relativement calme mais imprévisible. Cette semaine à Bangui, la situation sécuritaire est restée calme même si la criminalité continue d'être une préoccupation sérieuse dans la ville.

Dans la région Ouest

La situation sécuritaire dans le secteur Ouest a été marquée cette semaine par une augmentation significative du nombre d'engins explosifs. Au cours de la période considérée, cinq engins explosifs ont été découverts, dont deux n'ont pas explosé, et trois ont explosé sur des véhicules des FACA et de la

MINUSCA. Les deux engins explosifs découverts se trouvaient près de BABAZA le 31 décembre 21 et du village de NZAKOUNDOU le 2 janvier 2022. Tous deux engins étaient des mines antichars belges PRB-M3. D'après les enquêtes menées après l'explosion des deux engins explosifs qui ont endommagé des véhicules de la MINUSCA près de BOHONG le 31 décembre 21 et le 30 décembre 21. Il est estimé que les membres du 3R ont mis en place ces mines pour cibler les véhicules à roues des FACA/RBF. La mise en place de mines pour cibler une QRF est une nouvelle technique qui n'avait pas été démontrée par le 3R auparavant. Ainsi, Les éléments de la MINUSCA anticiperont de telles tactiques dans d'éventuelles attaques de 3R.

Dans la région Centre

La situation sécuritaire dans le secteur centre a été relativement calme cette semaine ; cependant, un nombre inconnu de XLSK continue de menacer la population dans et autour de MBRES. Dans la zone de responsabilité de la TF Bambari, il a été noté que 40x combattants UPC démobilisés d'ALINDAO ont été transportés à IPPY pour participer à un désarmement supplémentaire. Le 04 janvier 2022, il a été découvert que trois anciens leaders de l'UPC ont signé un communiqué publié par Hassan BOUBA appelant à la dissolution de l'UPC. Ce communiqué a été rapidement discrédité par Ali Darassa dans un communiqué rendu public.

La MINUSCA poursuit ses opérations de nettoyage dans la ville avec des patrouilles robustes. La Mission met en garde l'UPC contre toute tentative

d'occupation de la ville et réaffirme sa détermination à assurer la protection des communautés conformément au mandat.

Dans la partie Est

La situation sécuritaire dans la partie Est est restée relativement stable. La FRB et les FACA continué à rechercher des éléments armés ou de leurs conspirateurs à BRIA. Pendant ce temps, M. Saleh et ses combattants de NZAKO ont probablement commencé à recruter des jeunes de la région pour les intégrer à leur groupe. De même, le 4 janvier 2002, il a été signalé que le soi-disant général DAMBOUCHA, coordinateur régional du FPRC et allié de M. Saleh, est arrivé à NZAKO avec des combattants. Il est possible que les groupes du FPRC aient l'intention de tenir NZAKO si les FACA/FRB les pressent.

La MINUSCA continue inlassablement à œuvrer pour ramener la paix et la stabilité en République centrafricaine et les réfractaires de crimes de guerre seront traduits devant les juridictions compétentes.

ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS

Dans la région Est, l'officier de la coopération civilo-militaire CIMIC et l'Equipe d'Engagement Féminine FET du bataillon Zambien ont fait une interaction et une assistance au profit de la population locale dans le village de BIRAO et DAFOCK. Aussi, les Rwandais ont mis en place un Projet a Impact Rapide QIP pour construire une salle de conférence à Bria et que la progression des travaux est en cours. Concernant le Bataillon Marocain

MORBAT à Bria, il a mené une séance de sensibilisation et des consultations médicales ont été effectuées au profit de la population locale.

La région Centre a connu l'organisation d'un match de football entre le Bataillon Pakistanais et les jeunes de MBRES qui leur offrent une occasion de sport et de récréation. Quant au Bataillon Burundais, l'Officier CIMIC a effectué une visite aux villages SANGALISI et MANGA où il a interagi avec sa population. Le Bataillon médical Bangladais a été marqué par la visite du Project manager Miss Marie-Catherine Marquis dans le département de la radiologie et le laboratoire de pathologie.

La région Ouest, à son tour, a connu une série d'activités notamment des donations et le transfert de compétence pour les jeunes. Il s'agit de payer le salaire d'un professeur par le BANBAT à l'Ecole d'Amitié BANBAT. Aussi, il a eu les travaux de rénovation à l'hôpital de NGUIA à BOUAR. Ainsi que le traitement et la distribution de médicaments pour les FACA suite à l'explosion d'un engin explosif non identifié. Il est à noter que le BANBAT a conduit une activité médicale au profit de 112 patients. Enfin la compagnie génie péruvienne poursuit ses travaux de nivellement avec succès dans l'aéroport de Bouar.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

La semaine qui s'achève, pour la police des Nations Unies, a été marquée par une remise de bâtiment à la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale centrafricaine, une intervention au quartier PK5 des unités de police constituées

d’Egypte et de Mauritanie et des sessions de formations aux écoles de Gendarmerie et de la police à Bangui.

Le chef du pilier Développement de la Composante Police de la MINUSCA, le Contrôleur Général de Police, Mohamed M.D Prince Aledji, a procédé le 07 janvier dernier, à la remise du bâtiment réhabilité et équipé du Centre Opérationnel de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale centrafricaine.

Cet ouvrage, siège des transmissions et autres moyens de communication, d’un coût global de 17.447.120 FCFA, financé par la Composante Police de la MINUSCA, permettra aux forces de sécurité intérieure d’être plus opérationnel et réactifs dans les interventions. La cérémonie présidée par le Lieutenant-colonel TENGAINA RODRIGUE, chef d’état-major de la Gendarmerie, représentant le Directeur Général de la Gendarmerie Nationale, s’est déroulée en présence du représentant de monsieur le maire du premier Arrondissement de Bangui.

Le 10 janvier, la coordination de la formation UNPOL a démarré trois sessions de formation de 05 jours et 10 jours respectivement à l’Ecole de Police et à celle de la Gendarmerie, au profit de 90 policiers et gendarmes centrafricains.

La première session sur le thème « *collecte et exploitation du renseignement en période électorale* », qui s’est déroulée à l’Ecole de Police, a été ouverte par le Directeur des études de cette illustre école, le Commissaire de police principal Bonang René, en présence du Commissaire Divisionnaire KOKOU SIMDANA WELEKETI SIMDANA, coordinateur de la formation UNPOL, représentant le chef de la composante Police des Nations Unies.

La deuxième, quant à elle, a concerné « les droits et protection des civils en période électorale » et s’est déroulée à l’Ecole de la Gendarmerie de Kolongo. Enfin, la troisième session, animée par les mêmes intervenants, avec madame Wolo Bango Brigitte, commandant de police, comme représentante du Directeur Général de la Police centrafricaine, s’est penchée sur les « violences basées sur le genre » et s’est étendue sur 10 jours.

Par ailleurs, le 05 janvier, UNPOL et les autres membres du Groupe de Travail sur les Elections, à savoir les représentants de la division des affaires électorales, les FACA, les FSI et la force de la MINUSCA, se sont réunis à Bangui, dans le cadre de la tenue des prochaines élections locales.

Le même jour, s'est tenue également à Bangui, une rencontre entre les UNPOL de la coordination des donateurs, l'équipe de gestion des projets et l'équipe chargée des violences basées sur le genre. Cette assise avait pour objectif, les échanges sur les actions à mener dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre.

A l'issue de cette rencontre, le projet d'une campagne de sensibilisation sur les VSBG a été retenu au profit des populations de Kaga-Bandoro afin d'accroître la prise de conscience des leaders communautaires sur ce type d'actions et renforcer les capacités des acteurs de la chaîne de justice.

EN APPUI OPERATIONNEL

Les états-majors intégrés de la MINUSCA, à travers leurs unités de police constituées et les officiers de police individuels, conjointement avec leurs homologues des FSI, continuent les patrouilles diurnes et nocturnes sur différents artères, carrefours et zones sensibles de la ville de Bangui et en régions.

Cette posture a permis aux unités de polices constituées de l'Égypte et de la Mauritanie de circonscrire rapidement le 07 janvier, l'incident survenu au 3^e Arrondissement de Bangui, à la suite d'une interpellation d'un commerçant qui a mal tourné, occasionnant malheureusement deux morts et environs cinq blessés.

Le 09 janvier, au cours de sa patrouille de routine, UNPOL a effectué une séance de sensibilisation sur la nouvelle résolution 2605 du mandat de la MINUSCA au profit d'une quinzaine de jeunes dont six enfants du quartier Kpokpo2 de Kaga-Bandoro, préfecture de la Nana Gribizi.

Durant la session les officiers des nations unies ont surtout insisté sur le rôle de la composante police en matière de protection des civils.

Le 07 janvier, UNPOL, la cheffe de bureau MINUSCA et les autres sections substantives de Kaga-Bandoro ont pris part à une mission d'évaluation sécuritaire a Ouandago, commune de la Nana Outa, sis à 50 km. Cette tournée a permis de rencontrer les leaders communautaires et le maire de ladite commune dont le souhait est le déploiement d'éléments dans la brigade de gendarmerie de sa commune. L'équipe en a profité pour sensibiliser les membres des groupes d'auto-défense sur les actes peu recommandables qu'ils infligent à la population en leur précisant le rôle de protection qu'ils devraient jouer auprès des populations.

En mentorat et monitoring, les UNPOL se sont entretenues avec leurs homologues forces de sécurité intérieure sur les thèmes tels que : « la perquisition et les actes de l'enquête de police », « les circonstances pouvant justifier l'utilisation d'une arme à feu », « les techniques d'interrogation », « la rédaction des procès-verbaux de transport sur les lieux » et « la gestion du trafic routier ».

En matière de sensibilisation contre la Covid-19, UNPOL continue de privilégier le respect des mesures barrières au cours de ses activités avec les populations et les forces de sécurité intérieure.

FIN

© SCPI 2022